



Presidency of Georgia
Council of Europe
November 2019 – May 2020
Présidence de la Géorgie
Conseil de l'Europe
Novembre 2019 – Mai 2020



**Discours de Dr Andy Williamson,
Expert du Conseil de l'Europe en démocratie participative et
numérique,
Ile de Skye, Royaume Uni**

Importance de renforcement de la participation en période d'incertitude

La situation sans précédent dans laquelle nous nous trouvons pendant cette pandémie a mis à rude épreuve nombre de nos fonctions démocratiques, notamment l'engagement et la participation des citoyens. Outre les pressions évidentes sur la santé et les ressources, elle a créé des défis importants qui ont un impact sur le fonctionnement de nos démocraties. Il ne s'agit pas d'un "business as usual" : les rassemblements publics sont annulés et les consultations doivent être repensées. Pourtant, une grande partie du travail des gouvernements doit se poursuivre malgré les défis que représentent le travail à distance, la distanciation sociale et, bien sûr, le risque évident pour la santé et le bien-être du personnel et du public.

Les gouvernements concentrent leurs efforts sur la lutte contre la pandémie et le soutien aux citoyens. Dans certains cas, que ce soit intentionnellement ou non, cela a conduit à un retrait du contrôle et à la suspension de la surveillance normale. La Hongrie a été accusée d'exploiter la situation pour mieux contrôler le pays, le Sénat italien a exigé que le gouvernement du pays le consulte et la Commission nationale française du débat public l'avertit, du moins en France :

Le débat démocratique semble totalement absent de la gestion de la crise sanitaire... De plus, penser à surmonter la crise et à construire l'"après" sans les citoyens est voué à l'échec : l'inclusion de la société dans la formulation des politiques publiques est la clé du succès pour une gestion efficace des risques et des catastrophes.

Ils ont raison : la pandémie de coronavirus est l'occasion de reconsidérer notre façon de faire de la démocratie, de réimaginer comment les citoyens peuvent s'impliquer davantage dans les décisions qui affectent leur vie. C'est une chance d'innover et de développer de nouvelles méthodes d'engagement entre le gouvernement et la société civile. Une chance, peut-être aussi, de renforcer le capital social au sein des sociétés et de penser différemment aux façons dont notre pays, nos régions, nos villes et nos communautés peuvent fonctionner, notamment en ce qui concerne la manière d'accroître la participation civique.

Nous voyons déjà des innovations, par nécessité. La plupart des parlements doivent continuer à fonctionner, même si c'est de manière limitée et, pour cela, de nouvelles procédures sont nécessaires. L'Ukraine, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Brésil et la Norvège ont tous modifié leurs lois pour permettre les séances à distance. Dans

certains cas, une interprétation plus souple des lois et des procédures peut aider au travail à distance, comme en Estonie. Les parlements adoptent un modèle hybride, dans lequel une partie de la session plénière se déroule dans la chambre mais où la plupart des membres assistent à distance. L'Espagne, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni utilisent désormais un tel système pour leurs séances plénières et bien d'autres pour les commissions. Ce modèle présente des défis en termes de modération des débats et de gestion des votes, ainsi que pour la sécurité.

Les parlements, les gouvernements centraux et locaux doivent tous réfléchir à la manière dont ils vont travailler. Le Highland Council au Royaume-Uni a suspendu son comité de planification : pendant la pandémie, les décisions seront prises par un responsable de la planification et le président du comité. Il s'agit d'une solution pragmatique, mais qui implique un manque de contrôle et la suppression du débat public. Cette solution est certainement loin d'être idéale, elle n'est guère viable et se prête à une contestation juridique future, si une décision controversée devait être prise en l'absence d'une procédure régulière.

Les élections sont un autre domaine où la démocratie est mise en cause. Les élections locales au Royaume-Uni ont été retardées. Là où les élections ont eu lieu, elles ont créé des problèmes importants, comme en Pologne. Les lois sur la liberté d'information ont été suspendues ou diluées. La Nouvelle-Zélande a assoupli la législation sur la liberté d'information afin de garantir que les organismes publics ne soient pas pénalisés pour des délais de réponse insuffisants lorsqu'il y a une bonne raison à cela. L'Écosse est allée plus loin en faisant passer le délai de réponse de 20 à 60 jours.

Un fossé se dessine dans le secteur public. Les organismes publics qui ont pris la transformation numérique au sérieux, qui ont adopté les valeurs d'ouverture et de transparence, ainsi qu'un changement culturel vers un engagement public plus large et des pratiques de collaboration, sont manifestement les mieux placés pour progresser. Cela est dû en partie au fait qu'ils ont mis en place les stratégies et l'infrastructure nécessaires, mais aussi au fait que ces premiers adoptants sont plus rapides à reconnaître les opportunités qui se présentent.

Les organisations de la société civile sont également confrontées à de nombreux défis et il peut être difficile de fonctionner en ce moment. Elles doivent elles aussi respecter les lois relatives aux pratiques de travail sûres et les pratiques sur lesquelles la société civile s'appuie pour demander des comptes au gouvernement sont menacées. La société civile doit continuer à plaider et à demander des comptes, elle doit également être vigilante face à la discrimination et à la marginalisation. On voit apparaître des exemples de la manière dont les gouvernements tentent de politiser la crise. Mais même la réalité involontaire est que certains groupes seront plus exposés pendant cette période et que ce sont souvent ceux qui se trouvent déjà en marge de la société. L'extrémisme monte souvent en période de crise nationale, cherchant à exploiter la situation. Nous le constatons déjà en Allemagne, en Suède et aux États-Unis, où l'extrême droite tente de tirer parti des blocages et des restrictions à ses propres fins et où les immigrants et les minorités sont tenus pour responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons. C'est le rôle de la

société civile forte de se défendre contre cela et de promouvoir une réponse forte et inclusive à la pandémie.

Pour la société civile, il est important de surveiller les actions entreprises par les organismes publics et de veiller à ce que la pandémie ne soit pas utilisée comme un écran de fumée pour tirer profit des initiatives d'ouverture et de transparence. Elle doit mettre en lumière les actions des gouvernements, en gardant un œil vigilant et, si nécessaire, critique. La société civile peut être un ardent défenseur du changement et de la cohésion communautaire ; elle peut soutenir les services publics et participer à la réponse.

Si nous parlons des conséquences sanitaires et économiques de la pandémie, nous pouvons également en voir les avantages pour la cohésion sociale et la possibilité d'exploiter ce nouveau sens de la communauté pour un engagement plus large et durable. Nous pouvons, si nous le voulons, imaginer un nouvel avenir où la participation à la démocratie et l'engagement civique sont plus forts. Ce qui est intéressant dans la situation actuelle, c'est que des solutions technologiques sont apparues qui, il y a seulement trois mois, auraient été rejetées comme insatisfaisantes ou inadaptées. La pandémie nous a mis au défi et a modifié notre attitude face à ce qui peut être fait à distance. La durée de cette situation est une question de conjecture, mais elle offre une occasion d'innover et de réfléchir de manière radicale au rôle des citoyens dans la construction de l'avenir.

Un groupe de députés français a appelé à un plan national pour s'engager avec les citoyens après le confinement. Ils affirment qu'il doit y avoir une conversation ouverte et large sur la manière de réimaginer ce à quoi la société ressemblera à l'avenir. Il s'agit de ne pas manquer la chance de reconstruire différemment et en collaboration, plutôt que de récupérer ce qui existait avant.

C'est aussi l'occasion pour les organismes publics de reconnaître la valeur des citoyens et de la société civile à l'heure actuelle et de se concentrer sur la manière de s'engager et de collaborer avec succès dans le cadre des contraintes actuelles. Cela implique très probablement de travailler avec une "liste" des engagements techniques. Nous ne pouvons pas tenir de réunions publiques dans une salle, mais nous pouvons les tenir sur Zoom. Nous ne pouvons pas nous déplacer, mais nous pouvons examiner les réseaux sociaux qui existent déjà dans une communauté et envisager comment ils peuvent être utilisés pour transmettre des messages à un public plus large et faire remonter des points de vue.

Lorsque le contact physique est difficile ou impossible, nous devons construire des réseaux numériques pour maintenir (et renforcer) ce qui existe déjà. Les outils numériques prennent une nouvelle importance dans ce paysage, tout comme la culture numérique et l'inclusion. Plus que jamais, il est essentiel que les individus et les communautés disposent d'un accès Internet fiable et des compétences nécessaires pour participer. Le travail collaboratif à distance peut prendre une nouvelle valeur et un nouveau potentiel lorsque nous ne pouvons pas nous réunir physiquement. Cela peut être aussi simple que de développer des idées et des initiatives par l'intermédiaire de [Google Docs](#), de travailler ensemble sur la génération d'idées (en utilisant des tableaux blancs en ligne, comme [Miro](#)), ou d'organiser des conversations numériques grâce à des outils comme [Zoom](#).

Sur le plan stratégique également, c'est l'occasion de repenser la manière dont nous relevons le défi inhérent à la quasi-totalité des participations civiques, celui des "suspects habituels". En Écosse, une émission de télévision d'affaires publiques a été contrainte de s'éloigner d'un public en studio en direct. Elle a choisi de créer un public qui la rejoint en direct via Zoom. Dans un pays géographiquement dispersé, c'est soudain l'occasion de faire venir des spectateurs d'endroits qui ne pourraient pas, de façon réaliste, se rendre dans un studio. Cela a donné aux producteurs l'occasion de repenser la représentation et l'engagement. Ceci leur a également permis de faire venir des intervenants de plus loin car, là encore, il n'est pas nécessaire (ou attendu) que les gens soient physiquement présents. Il est possible que la réflexion sur la réorganisation de notre participation fonctionne pour l'instant.

La réponse à la pandémie voit également apparaître de nouveaux partenariats, principalement dans le secteur des soins de santé, au Royaume-Uni. Les universités interviennent pour effectuer des tests, les entreprises manufacturières se tournent vers la production de ventilateurs ou d'équipements de protection. Même les écuries de Formule 1 ont réorienté leurs équipes d'ingénieurs pour travailler à la conception (et au perfectionnement) des équipements médicaux. La société civile utilise ses réseaux existants pour élargir les contacts avec les personnes vulnérables et pour gérer la fourniture de nourriture, de médicaments et d'informations. Tout cela permet de construire une infrastructure civique solide qui peut perdurer au-delà du verrouillage actuel, si nous le permettons. Le moment est venu de réfléchir à la manière dont nous pouvons en tirer parti pour renforcer l'engagement du public.

À l'avenir, il faut qu'il y ait une réponse politique et une réponse administrative à la crise au sein des organes gouvernementaux locaux. Il faudra peut-être faire des compromis sur l'engagement du public, mais il y a également des possibilités de rechercher et d'expérimenter de nouvelles solutions innovantes. Tout comme les parlements ont utilisé la pandémie pour expérimenter de nouveaux modèles en ligne, les collectivités locales peuvent elles aussi le faire. Les réseaux qui existent avec la société civile peuvent être utilisés pour gérer une nouvelle réponse à la participation civique en période d'incertitude et, si elle est bien faite, cela renforcera la confiance et l'engagement à long terme. Le partage des données et des informations est plus important que jamais ; la reconstruction de nos sociétés et de nos économies selon des méthodes nouvelles et imaginatives doit se faire ensemble et plus nous partageons, plus cette possibilité est grande. Il est peut-être ironique qu'une période de distanciation sociale conduise à un épanouissement potentiel de la participation et de l'engagement civique. Notre plus grand défi sera de faire en sorte que cela ne soit pas perdu.

Lectures et ressources complémentaires :

- [Collecte des approches de gouvernement ouvert à COVID-19 \(partenariat pour gouvernement ouvert\)](#)
- [Coronavirus : conseils aux gouvernements sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit \(Conseil de l'Europe\)](#)
- [Centre d'information Covid-19 \(Democratic Decay\)](#)

- [Les parlements en temps de pandémie \(Union interparlementaire\)](#)

**Dr Andy Williamson est un expert en matière d'engagement démocratique, de démocratie numérique et d'innovation. Il est également un consultant auprès du Conseil de l'Europe et chercheur principal au Centre pour l'innovation au Parlement.*